



La corruption dans le secteur éducatif

Tous les parents veulent assurer une bonne éducation à leurs enfants ; c'est la clef de leur avenir surtout pour les plus démunis. L'éducation permet de donner aux jeunes citoyens les connaissances et les compétences qui leur permettront de s'insérer dans l'économie de leur pays et de participer à la société. Elle est la pierre angulaire du développement économique et social, en plus d'être un droit fondamental au regard du droit international ainsi qu'un droit constitutionnel dans la majorité des pays.

Mais, en réalité, l'éducation est souvent caractérisée par sa mauvaise qualité et son accès inégal. Ainsi, une étude menée dans plusieurs pays d'Afrique indique que plus de 50% des utilisateurs de l'école primaire signalent des problèmes au sein de l'école dont des classes surchargées, un manque de maintenance des bâtiments et infrastructures scolaires, de l'absentéisme chez les enseignants, des carences en livres et en fournitures scolaires ainsi que des frais et des dépenses dont les montants élevés sont jugés inacceptables¹. Dans de nombreux pays, l'accès à l'éducation supérieure dépend plus du portefeuille et du statut social des parents que des talents, efforts ou mérites de l'élève ou de l'étudiant. La corruption est l'une des principales causes de ces problèmes.

Table des matières

1. La prévalence du problème
2. La gestion financière de l'éducation
3. Les examens et l'accréditation des établissements d'enseignement
4. Gestion des enseignants et comportements dans les salles de classe
5. Conclusions

Payer pour une éducation gratuite

Au Bangladesh, où l'éducation est gratuite dans les établissements scolaires publics jusqu'au secondaire inclus, des enquêtes ont montré que 36,5% des étudiants doivent s'acquitter de frais illégaux pour être scolarisés³. Près d'un tiers des élèves filles éligibles à un programme de bourses gouvernementales dédié aux étudiants les plus pauvres ont du préalablement verser des pots-de-vin pour en prendre part. De même, plus de la moitié des élèves filles éligibles ont du effectuer des paiements additionnels pour percevoir leurs bourses.

Au Mexique, d'après d'autres études, un ménage paie en moyenne 30\$ par an pour que ses enfants reçoivent une éducation qui devrait être gratuite d'après la constitution⁴. Les pots-de-vin versés pour une inscription à l'école ou pour obtenir un diplôme sont les types de paiements les plus communs rapportés par les familles interrogées.

Des exemples similaires de paiements illégaux ont été décelés dans plusieurs pays africains. Dans le cas de Madagascar, près d'un quart des ménages ont rapporté avoir payé à l'école des « frais d'inscription » alors même que l'éducation publique y est universelle et gratuite depuis 2005. Au Niger, plus de 10% des ménages ont du effectuer de tels paiements malgré l'adoption au niveau national de lois les abolissant⁵.

La corruption — l'abus de pouvoir reçu en délégation à des fins privées — a pris différentes formes dans la sphère de l'école, y compris celles du versement de pots-de-vin ou du commerce de faveurs visant à faciliter certaines actions légales comme illégales.⁶

Un exemple d'acte de corruption visant à faciliter une ou des actions illégales peut être le versement d'un pot-de-vin à un parent ou étudiant à un professeur ou examinateur afin d'assurer le passage en classe supérieure alors même que l'étudiant n'a pas le niveau requis.

Un exemple d'acte de corruption réalisé pour faciliter une ou des actions légales peut être le paiement par les parents ou étudiants d'un pot-de-vin à un responsable de l'école afin de se voir remettre un diplôme ou certificat qui a été légitimement acquis.

Là où elle est présente, la corruption va à l'encontre de l'objectif même de l'éducation : obtenir un système ouvert et universel basé sur le mérite et non l'argent. La corruption compromet également le respect des engagements internationaux de rendre l'éducation plus accessible et équitable, cibles du mouvement Education pour Tous (EPT) et des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) notamment. Dans un système éducatif corrompu, les étudiants n'acquièrent pas les connaissances et les compétences qui leur permettraient de contribuer de manière significative à l'économie de leur pays. Dès leur plus jeune âge, ils apprennent que l'absence d'intégrité est un comportement acceptable qui se propage de proche en proche pour devenir la norme sociale.

1. La prévalence du problème

Dans la plupart des pays, le système éducatif public est essentiellement laissé au bon vouloir du gouvernement central. Même dans les systèmes décentralisés, le gouvernement contrôle en général les secteurs clés comme la surveillance du budget mais aussi le salaire, le recrutement et la répartition des enseignants. Cette situation de monopole favorise le développement d'actes de corruption à tous les niveaux : politique, administratif et à l'intérieur même des écoles, pouvant affecter négativement la gouvernance :

- 🌐 *Au niveau politique* : Au niveau politique, le secteur éducatif est particulièrement susceptible d'être manipulé en raison de son importance ; importance financière (le secteur consomme entre 20 et 30% du budget national chaque année en moyenne) et importance en termes de ressources humaines. La corruption prend différentes formes. Les acteurs politiques peuvent interférer dans le processus de nomination, de promotion ou de mutation des enseignants ou encore s'assurer les « services » des enseignants en période électorale². En outre, les décisions d'implanter une école dans un endroit plutôt qu'un autre peuvent aussi être influencées par des considérations politiques.
- 🌐 *Au niveau administratif* : La corruption peut survenir à tous les échelons du système administratif : ministère, département et établissement scolaire. Les inspecteurs peuvent exiger des pots-de-vin en échange d'un rapport favorable. Les bâtiments et aménagements scolaires peuvent être utilisés à des fins commerciales ou privées. Le matériel pédagogique et les fournitures scolaires peuvent être vendus au lieu d'être distribués gratuitement aux élèves. De même, les écoles et les universités demandent parfois des frais de scolarité illégaux (voir le cadre ci-contre).
- 🌐 *Au niveau de l'école* : Les enseignants peuvent être régulièrement absents, ne pas suivre le cursus établi ou extorquer des services aux élèves. En outre, dans beaucoup de pays, l'exploitation sexuelle des étudiants et élèves par les enseignants au niveau des écoles et des universités est une forme commune de corruption.

2. La gestion financière de l'éducation

La corruption survient dans l'affectation et la mise en œuvre des budgets ainsi que dans l'utilisation des ressources allouées à l'éducation. En raison de l'importance du budget réservé au système éducatif, même de faibles niveaux de corruption peuvent engendrer d'importantes pertes de ressources publiques.

Les récentes mesures en faveur de la décentralisation de la gestion financière ont accru les risques de détournements des fonds alloués à l'éducation, surtout lorsque les nouveaux pouvoirs discrétionnaires des autorités locales n'ont pas été accompagnés de règles et de procédures de contrôle ainsi que de mesures de renforcement de leurs capacités. En raison de l'accroissement du nombre de personnes impliquées dans la gestion des ressources financières dédiées au système éducatif, les occasions de fraudes et de corruption ont elles aussi augmentées. Les réformes peuvent créer une certaine confusion vis-à-vis des responsabilités respectives et des flux de ressources, engendrant des incertitudes chez les acteurs du système éducatif quant aux modifications et à leurs droits sous le nouveau système.

Processus d'affectation budgétaire. Les pays où les niveaux de corruption sont élevés investissent moins dans les services publics, réduisant d'autant les ressources du secteur éducatif⁷. De plus, les ressources peuvent être détournées des régions qui en ont le plus besoin, surtout les zones rurales, pour être affectées aux régions déjà privilégiées, notamment les zones urbaines. Des ressources peuvent aussi être affectées en fonction des opportunités de gains privés. Des contrats importants pour la construction d'établissements scolaires, l'achat de livres ou la restauration scolaire peuvent se révéler des terrains propices au versement de pots-de-vin ou à toute autre forme de corruption comme le népotisme et le favoritisme. En outre, les affectations budgétaires aux écoles peuvent être l'objet d'une manipulation des données en grossissant exagérément le nombre des inscrits par exemple. Cette distribution inégale des ressources tend à bénéficier avant tout aux plus fortunés au détriment des plus pauvres et des défavorisés, ce qui réduit l'équité du système éducatif national. Les affectations financières hors budget sont particulièrement périlleuses, surtout lorsque les bailleurs de fonds étrangers financent directement les écoles en contournant les ministères ou les organisations de la société civile qui peuvent servir d'intermédiaires⁸.

La mise en œuvre budgétaire. Les ressources allouées peuvent ne pas parvenir aux écoles et aux universités. Dans les écoles enquêtées au Ghana et en Ouganda dans le cadre du programme Africa Education Watch de Transparency International, il n'était pas rare que les versements aux établissements pour chaque année scolaire aient jusqu'à une année de retard (voir le cadre ci-contre). Ainsi, les fonds peuvent être détournés par des responsables, servir à des appels d'offres truqués ou disparaître sous la forme d'inefficacité administrative. Les clauses contractuelles peuvent favoriser un prestataire particulier et une procédure d'appel d'offre fermée peut exclure des fournisseurs potentiels ou provoquer une inflation des prix. L'étendue de ces fuites de ressources peut être

Comprendre les risques de corruption pour l'éducation primaire

Africa Education Watch (AEW) est un programme de trois ans débuté en 2007 par Transparency International (TI) et qui vise à accroître la transparence, la bonne gouvernance et la responsabilité dans les écoles primaires.

Les sept pays participants au programme sont : le Ghana, Madagascar, le Maroc, le Niger, le Sénégal, le Sierra Leone et l'Ouganda.

Dans chaque pays, la section locale de TI a entrepris une étude nationale des mécanismes de financement de l'éducation primaire et conduit une recherche sur le terrain afin d'évaluer la gouvernance, transparence et gestion des ressources des écoles du pays. Les personnes interrogées dans chaque pays comprennent généralement 1000 ménages, 60 directeurs d'écoles, 60 présidents de comité de parents et plusieurs responsables au niveau du district.

Bien que les contextes nationaux diffèrent grandement, les résultats présentent certaines constantes entre les pays.

Systèmes financiers : des informations financières limitées (actuelles et passées) étaient disponibles au niveau du district et dans les écoles. Les allocations financières et matérielles aux écoles sont généralement imprévisibles (les montants totaux alloués de même que le moment où les allocations sont effectués). A titre d'exemple, seuls 35% des directeurs d'écoles savent quand les ressources seront disponibles pour leur école. Dans les cas du Maroc et du Niger, ce taux tombe à 7%.

Information : Les parents ont peu d'occasions et d'intérêt de surveiller les finances de l'école. De plus, les informations financières, lorsqu'elles sont disponibles aux parents, ne sont pas aisément accessibles.

Participation : Lorsque des parents s'engagent, la participation se fait bien souvent au travers des associations de parents d'élèves (APE) et comités de gestion scolaire (COGES). Néanmoins, l'étude a montré que les COGES sont perçus comme vulnérable à la «captation» des parents et/ou des élites locales. De plus, de nombreux parents n'ont pas une bonne connaissance des procédures de participation à l'intérieur de ces structures.

Pratiques de corruption : Les trois problèmes communs identifiés dans l'ensemble des pays enquêtés sont : des demandes de paiements pour des frais illégaux, des détournements de ressources et enfin des abus de pouvoir de la part de professeurs et de responsables.

Pénurie de manuels scolaires aux Philippines : la rôle de la corruption

Aux Philippines, la fourniture de livres scolaires a été décentralisée dans les années 90 et l'achat des livres a été directement négocié avec des fournisseurs au niveau régional.

La corruption était alors endémique : les pots-de-vin versés pouvaient représenter jusqu'à 20% du montant total des contrats. Globalement, on estime qu'entre 20 et 65% des fonds affectés à l'achat de livres étaient gaspillés dans le versement de pots-de-vin aux responsables locaux.

Cela se traduit par une pénurie dramatique de livres pour les 40 000 écoles publiques de l'archipel en dépit de niveaux élevés de dépenses. En moyenne, six élèves devaient se partager un livre dans les écoles élémentaires et ce chiffre montait même à huit dans les écoles secondaires¹⁹.

considérable. D'après une étude de la Banque mondiale, entre 10 et 87 % des dépenses non-salariales pour l'éducation primaire serait ainsi perdus⁹. Le résultat est que les livres scolaires sont de mauvaise qualité, en nombre insuffisant, les infrastructures et bâtiments scolaires sont fragiles et risquent de s'effondrer, les sanitaires sont inexistantes et le matériel pédagogique non livré (voir le cadre ci-contre).

L'utilisation des ressources allouées à l'éducation. Les fonds qui parviennent aux écoles peuvent ne pas être utilisés en fonction de leur objectif initial. Ainsi, les livres peuvent être vendus au lieu d'être distribués gratuitement, des paiements illégaux peuvent être effectués par la direction de l'école sur la base de factures falsifiées ou encore la quantité des biens achetés peut être exagérée. Lutter contre ces pratiques peut se révéler très difficile lorsque les registres comptables au niveau de l'école se sont ni tenus, ni vérifiés. Les enquêtes entreprises au Maroc et au Niger suggèrent que 64% des écoles primaires de ces deux pays ne possèdent aucune comptabilité¹⁰.

Que peut-on faire ?

La transparence et l'accès à l'information sont des moyens essentiels pour prévenir la corruption. Il n'y a pas d'outil de dissuasion plus efficace que l'information et la dénonciation publique. Plus les gens sont informés au sujet des affectations budgétaires et de leur mise en œuvre, et d'une manière plus générale au sujet des programmes éducatifs, plus les responsables seront tenus de respecter les directives et les règlements. Ainsi, les fonds réservés aux salaires sont moins sujets aux fuites lorsque les enseignants connaissent le montant de leur salaire et escomptent qu'ils soient versés sur leur compte à temps. A titre d'indication, les salaires des enseignants représentent en moyenne entre 80 et 90% du budget total alloué à l'éducation¹¹. De plus, lorsqu'elles ont connaissance des flux de dépenses reçus et lorsque l'information fournie est compréhensible, claire et accessible, les communautés sont mieux à même de participer à la gouvernance de l'école.

Le financement des écoles par péréquation — un système de règles communes pour affecter les ressources aux écoles et aux universités — permet de réduire les pouvoirs discrétionnaires et contribue à une plus grande égalité des chances au sein du système éducatif. Les subventions de fonctionnement versées directement à chaque école au prorata de ses effectifs (« capitation grant ») peuvent également limiter les occasions de corruption. Cependant, une réglementation claire doit exister et être mise en œuvre, les responsables doivent posséder les compétences nécessaires pour les appliquer et des audits réguliers doivent être effectués par des agences indépendantes.

Les parties prenantes locales, comme les parents, les enseignants et les étudiants, sont également essentielles pour faire remonter l'information, par exemple sur l'utilisation et la qualité du matériel pédagogique reçu par l'école ou sur l'adéquation des ressources financières de l'école avec ses besoins. De même, l'implication des parents, par l'intermédiaire des comités de gestion scolaire (COGES) qui contrôlent les budgets peut se révéler efficace, à condition

cependant que ces membres possèdent les compétences, la position ainsi que l'espace suffisant pour assurer leur rôle de surveillance¹².

De plus, pour les procédures d'achats, il est nécessaire de mettre en place des systèmes d'appels d'offres ouverts ainsi que des procédures et des critères clairs pour s'assurer que les écoles obtiennent les meilleurs produits et services¹³. Des règles sur les conflits d'intérêt pour les décideurs et la publication des appels d'offres sont également très utiles pour juguler la corruption dans les marchés publics.

3. Les examens et l'accréditation des établissements d'enseignement

Dans l'éducation supérieure, les nouvelles technologies de la communication ainsi que la concurrence accrue entre les étudiants ont conduit au développement de pratiques non éthiques et à la corruption. Au niveau des universités, la fraude ainsi que l'achat et la vente de diplômes et de notes sont fréquents, en particulier en Europe du Sud-est et dans l'ancienne Union soviétique¹⁴. En 2003, en Russie, le montant des pots-de-vin versés pour entrer à l'université a été estimé à 30 milliards de roubles (1 milliard de dollars US)¹⁵.

La corruption dans les universités survient entre les étudiants et le personnel de l'établissement, par exemple lorsqu'un étudiant verse un pot-de-vin à un professeur en échange d'une bonne note à un examen ou lorsqu'un professeur « recommande » un cours particulier à un étudiant qui, de toute évidence, connaît le sujet et n'a pas besoin d'un tel cours. Cela peut également prendre la forme de commerce de sujets d'examens ou de l'embauche d'une personne prenant la place d'une autre pour passer un examen— une pratique fréquente en Chine¹⁶. Les exemples de corruption à l'université abondent de par le monde¹⁷. D'après un sondage auprès d'étudiants en Bosnie, il apparaît que le versement de pots-de-vin durant les examens est fréquent et la plupart des sondés ont indiqué qu'ils étaient impuissant face à ce phénomène¹⁸.

La corruption dans les procédures d'accréditation des établissements d'enseignement et de formation est également en augmentation. La privatisation des universités et la prolifération des enseignements à distance et transnationaux, sachant qu'ils évoluent généralement en dehors des cadres législatifs nationaux, ont stimulé cette augmentation. Par ce biais, des individus non qualifiés peuvent obtenir des références et des diplômes universitaires en échange de pots-de-vin. La corruption dans l'accréditation des cours et des établissements d'enseignement, combinée avec la fraude dans l'obtention de références, représente un risque pour les pays car des établissements fantoches ou de mauvaise qualité (des « moulins à diplômes ») remettent des diplômes sans que les destinataires n'aient suivi les enseignements appropriés, générant ainsi des situations où des médecins ou autres professionnels incompetents occupent des postes à responsabilité.

Que peut-on faire ?

Il est nécessaire d'imposer des critères d'évaluation et des règlements clairs, à la fois pour les examens et pour l'accréditation des établissements d'enseignement.

Dans l'éducation supérieure, les nouvelles technologies de la communication ainsi que la concurrence accrue entre les étudiants ont conduit au développement de pratiques non-éthiques et à la corruption.

« Les enfants de riches n'ont pas besoin de réussir à l'école : ils savent que l'argent de leurs parents leur assurera la réussite. Les enfants ont compris que ce qui est important, ce n'est pas le savoir mais l'argent »

- Tel que rapporté par un professeur de mathématique Ukrainien²⁰.

Pérou : combattre la corruption dans le secteur éducatif

Dans le cadre d'une campagne nationale intitulée « Une éducation sans corruption », le médiateur de la république du Pérou, ainsi que la section péruvienne de Transparency International, 'Proética', ont invité les citoyens à signaler les cas de corruption dans six régions du pays.

Sur les 307 plaintes reçues en quatre mois, la grande majorité concernait l'absentéisme des enseignants et les irrégularités constatées dans la nomination de certains enseignants.

La corruption dans le secteur de l'éducation publique au Pérou est facilitée par des mécanismes de contrôle inadéquats, un accès limité à l'information et une situation sécuritaire précaire²⁴.

Des examens standardisés au niveau national, gérés par des institutions spécialisées indépendantes, permettent de réduire la portée des manipulations et des fraudes. Il convient également d'appliquer des mesures appropriées pour détecter et traiter ces fraudes comme la vérification physique de l'identité du candidat, le stockage en lieu sûr des sujets d'examen, la correction centralisée des épreuves et le recours aux examens informatisés.

L'indépendance des comités d'accréditation et des organismes de contrôle est également cruciale pour qu'ils puissent opérer sans interférence. En ce qui concerne le système éducatif transnational, des normes de transparence et d'obligation de rendre des comptes sont incluses dans un code de déontologie, mis au point par l'UNESCO et le Conseil de l'Europe, qui offre un cadre pour l'évaluation des diplômes étrangers²¹.

4. Gestion des enseignants et comportements dans les salles de classe

Les enseignants jouent un rôle pivot dans les résultats scolaires. On attend d'eux qu'ils respectent des normes de qualité en matière de pédagogie, et qu'ils transmettent aussi des valeurs telles que l'intégrité et le respect via leur comportement et leur enseignement.

Les cas de corruption dans la gestion du personnel enseignant comprennent le favoritisme, le népotisme, le versement de pots-de-vin lors de la nomination, la mutation, le transfert et la promotion des enseignants (voir le cadre ci-contre). La corruption peut également survenir dans le paiement des salaires, notamment lorsqu'un enseignant doit verser un pot-de-vin aux personnes chargées de la gestion de ces salaires (en particulier dans les zones rurales qui ne disposent pas de système bancaire). « Les enseignants fantômes », salariés du système éducatif mais qui n'enseignent pas, constituent un lourd fardeau pour les budgets de l'éducation. Ces « fantômes » peuvent être la conséquence d'une mauvaise gestion des données ou d'une connivence délibérée entre des enseignants et des fonctionnaires visant à conserver le salaire d'un enseignant en retraite, décédé ou absent sans autorisation²².

Les cours particuliers, proposés par des individus ou par des établissements dans le cadre de « cours préparatoires », sont une industrie en expansion dans de nombreux pays du monde. Ces cours peuvent devenir des catalyseurs de corruption s'ils sont assurés comme activité professionnelle additionnelle par des enseignants du système officiel pour leurs propres élèves ou étudiants. Dans certains pays comme la France, l'Australie ou Singapour, les enseignants n'ont pas le droit de proposer des cours particuliers rémunérés à leurs élèves après la classe. La pratique est cependant courante dans d'autres pays, comme au Bangladesh ou au Cambodge²³. Une recherche sur la corruption dans l'éducation conduite en Afrique a révélé que 47% et 25% des ménages Ghanéens et Ougandais respectivement ont rapporté avoir payé des frais additionnels pour du tutorat privé²⁵. Celui-ci peut évoluer vers une forme de chantage lorsque les professeurs abusent de leur position en enseignant seulement une partie du programme pendant les heures de cours officielles et en poussant les étudiants à payer pour des cours privés durant desquels les enseignants abordent le reste

du programme officiel. Les maîtres peuvent également menacer les élèves de mauvaises notes s'ils n'acceptent pas de suivre ces cours particuliers²⁶.

Que peut-on faire ?

Il est évident que les conditions de travail du personnel enseignant sont difficiles dans beaucoup de pays. Des salaires peu élevés et un environnement difficile peuvent contribuer à ce que les enseignants abusent de leur position. Toutefois, l'environnement de travail pris dans sa globalité (les infrastructures scolaires, le système sanitaire, la proximité des villes, la qualité des logements de fonction, les opportunités d'avancement et le prestige associée à la profession d'enseignant) a une influence plus déterminante sur le comportement de l'enseignant que le seul salaire. Ces aspects doivent être pris en compte dans la mise en œuvre des réformes. Ainsi, une augmentation salariale doit être accompagnée de mesures visant à rehausser le statut social du corps enseignant. Les quatre pays ayant les meilleurs standards en termes d'éducation — le Canada, Cuba, la Finlande et la Corée du Sud — sont aussi ceux où le métier d'enseignant est tenu en haute estime et où les enseignants bénéficient d'un support additionnel en termes de formation²⁷.

Dans le même temps, des inspections régulières et impartiales, couplées à des sanctions systématiques en cas d'infraction, sont nécessaires pour prévenir la corruption dans la gestion du personnel enseignant et chez les enseignants eux-mêmes. Il conviendrait, par exemple, d'interdire aux enseignants de fournir des cours particuliers rémunérés à leurs propres étudiants et élèves, et de les sanctionner en cas d'infraction. Malheureusement, dans le secteur éducatif comme dans le service public en général, les fautes professionnelles et les abus de position ne sont pas souvent sanctionnés. Une étude sur l'absentéisme chez les enseignants en Inde a montré qu'un seul directeur d'école sur 3000 avait déjà renvoyé un enseignant pour absence répétée²⁸.

Des mécanismes de contrôle efficaces ainsi qu'un environnement de travail de qualité sont tout aussi dissuasifs que l'impartialité et l'équité dans la gestion des enseignants. Si les nominations, les promotions et les mutations sont faites sur les seuls critères du mérite et de la performance, les enseignants sont plus disposés à appliquer les principes d'impartialité, d'équité et de performance dans leurs relations avec les étudiants.

Les réformes devraient aussi inclure des codes de déontologie pour encourager les comportements éthiques chez les enseignants. Ces codes permettent une reconnaissance collective des responsabilités et normes éthiques des enseignants. Idéalement, ils sont élaborés par les associations d'enseignants elles-mêmes²⁹. Une étude menée en Asie du Sud en 2005 a démontré que les codes de déontologie des enseignants pouvaient avoir un impact positif sur l'engagement, le comportement professionnel et les performances des enseignants et du personnel administratif. Ces codes auraient ainsi contribué à réduire le taux d'absentéisme chez les enseignants³⁰. Toutefois, élaborer des codes n'est pas suffisant. Pour que ces codes soient efficaces, les enseignants doivent en connaître l'existence et en comprendre le contenu. En outre, un mécanisme de plaintes doit être mis en place pour traiter les abus et s'assurer que des conseils en matière de déontologie sont disponibles³¹.

Développer le sens civique et transmettre les valeurs éthiques permet de former un comportement social rétif à la corruption. En ce sens, une éducation de qualité est elle-même une arme contre la corruption.

Des citoyens informés, au fait de leurs droits et de ce qui leur revient, escomptant que les services éducatifs soient rendus de manière responsable et équitable sont des acteurs puissants pour empêcher les abus.

5. Conclusions

La demande des citoyens pour une éducation de qualité combinée avec des incitations adéquates pour les maîtres et professeurs et des mécanismes de contrôle et de sanction efficaces sont les éléments clés permettant de prévenir la corruption dans le secteur éducatif. Les demandes pour une éducation de qualité sont elles-mêmes basées sur l'éducation : ce sont des citoyens instruits et conscients de leurs droits qui sont les plus enclins à exiger la transparence et la responsabilité indispensables à une éducation de qualité. Développer le sens civique et transmettre les valeurs éthiques permet de former un comportement social rétif à la corruption. En ce sens, une éducation de qualité est elle-même une arme contre la corruption.

Les recommandations suivantes pourraient ainsi aider à amorcer ce cycle vertueux :

- 🌐 Il est nécessaire d'élaborer des critères et des règlements précis et objectifs dans les domaines du financement et de la gestion scolaires ; que ce soit pour des décisions concernant le lieu de la construction d'une école, la nomination ou le renvoi d'enseignants, ou encore les processus d'examen, le montant et le type de frais scolaires exigibles ou toute autre procédure ou décision. Les critères doivent être transparents et accessibles au public, en particulier lorsqu'ils délimitent le rôle des comités de gestion.
- 🌐 Il faudrait établir des canaux pour signaler les fautes professionnelles et dénoncer les problèmes afin d'encourager les « usagers » de l'éducation à signaler ce type d'affaires. Au niveau des écoles, les élèves et les parents devraient avoir la possibilité de faire part de leurs préoccupations et de déposer des plaintes. Au niveau universitaire, des instances indépendantes devraient être établies pour traiter les plaintes relatives aux fraudes et autres formes de corruption.
- 🌐 Des mécanismes de contrôle adéquats, tels que des vérifications comptables et inspections régulières, doivent être appliqués pour détecter la corruption et les fraudes. Une hiérarchie claire en termes de responsabilité pour le traitement des abus et des dysfonctionnements du système est également nécessaire. De même, l'utilisation d'un compte bancaire spécifique pour chaque école et l'attribution de fonds désagrégés en lignes budgétaires prédéfinies peut s'avérer utile.
- 🌐 Il convient de prendre des mesures concrètes contre les auteurs d'actes de corruption. Les comportements illégaux doivent être sanctionnés et les dispositions légales appliquées. Même si cela paraît évident, l'absence de

mise en œuvre des lois est probablement le plus grand obstacle aux tentatives de lutte contre la corruption. Si l'impunité règne, les autres stratégies ne manqueront pas d'échouer.

- 🌐 Le public et les médias devraient pouvoir accéder aux informations, notamment financières. Dans de nombreux pays, des statistiques précises, fiables et mises à jours sont difficiles à trouver, souvent en raison d'un manque de capacité et de ressources. Néanmoins l'accès à l'information est une condition sine qua non pour assurer le contrôle social de l'éducation, qui est peut-être le moyen le plus puissant pour prévenir la corruption.

- 🌐 La surveillance par le public et le contrôle social sont de formidables outils dissuasifs contre la corruption. Des citoyens informés, connaissant leurs droits et ce qui leur revient, escomptant que les services éducatifs soient rendus de manière responsable et équitable, possèdent des outils puissants pour empêcher les abus. Le contrôle social peut être institutionnalisé au travers des COGES dans la mesure où les parents qui intègrent volontairement ces structures possèdent les qualités et informations suffisantes pour effectuer leur devoir.

- 🌐 Enfin, il convient de renforcer les capacités de ces institutions afin que les responsables et les éducateurs puissent appliquer les règlements en vigueur. 🌐

La corruption dans le secteur éducatif

Ce document de travail a été développé en 2007 dans le cadre du programme mondial sur l'éducation de Transparency International. Nous tenons à remercier tout particulièrement Bettina Maier (TI-Sri Lanka) ainsi Samuel Rotta (Proética Peru) pour leur contribution à la réalisation de ce document.

Le département Politiques et Recherche a effectué une révision de ce document de travail en 2008 et 2009 afin d'y inclure certains résultats du programme « Africa Education Watch » (AEW). AEW est un programme de trois ans (2007-2010) mis en œuvre par TI et financé par la fondation William and Flora Hewlett.

Pour plus d'informations sur le programme mondial, visitez : www.transparency.org/global_priorities/education.

Pour plus d'informations sur ce document de travail, merci de contacter Craig Fagan au Secrétariat international de TI, département recherche et politiques : [piles \[at\] transparency.org](mailto:piles[at]transparency.org)

**TRANSPARENCY
INTERNATIONAL**

Téléphone

+49-30-343820 -0

Fax

+49-30-347039 -12

Secrétariat International

Alt-Moabit 96

10559 Berlin

Allemagne

Imprimé sur du papier recyclé

Références:

- ¹ Michael Bratton (2005) Are you being served? Popular Satisfaction with Health and Education Services in Africa. *Afrobarometer Working Papers* No. 65.
- ² Aux Philippines, des enseignants furent utilisés par les personnalités politiques pour manipuler les listes électorales et le dépouillement des bulletins. Yvonne Chua (1999) 'Robbed. An Investigation of Corruption in Philippine Education. Philippine Center for Investigative Journalism, Quezon City.'
- ³ TI Bangladesh (2005) Présentation sur 'Corruption and Human Insecurity in Bangladesh', National Press Club, 09.12.2005.
- ⁴ *Transparencia Mexicana* (2005) 'The price of a place in school', dans *Stealing the Future. Corruption in the Classroom. Transparency International*.
- ⁵ Ces résultats sont issus de : Transparency International (2009) Programme Africa Education Watch. *Transparency International. A venir. www.transparency.org/aew*
- ⁶ Définition utilisée par Transparency International. Voir : www.transparency.org
- ⁷ Paolo Mauro (1997) The Effects of Corruption on Growth, Investment, and Government Expenditure: A Cross-Country Analysis. *IMF Working Paper. WP/96/98*.
- ⁸ Selon les participants à un atelier organisé le 14.11.2005, à Berlin, Atelier de TI sur la Corruption dans l'éducation .
- ⁹ Niveau des fuites au Ghana : 49% (1998) ; Pérou : 30% (2001) ; Tanzanie : 57% (1998) ; Ouganda : 87% (1995) ; Zambie : allocation par tête = 10% (2001), allocation discrétionnaire = 76% (2001). Source : Jacques Hallak and Muriel Poisson (2007) Corrupt schools, corrupt universities: What can be done? *International Institute for Educational Planning, UNESCO*. p. 105.
- ¹⁰ Ces résultats sont issus de : Transparency International (2009) Programme Africa Education Watch. *Transparency International. A venir. www.transparency.org/aew*
- ¹¹ Harry A. Patrinos et Ruth Kagia (2007) Maximising the Performance of Education Systems. The Case of Teacher Absenteeism. dans: Edgardo Campos (ed) *The Many Faces of Corruption: Tracking Vulnerabilities at the Sector Level. World Bank, Washington*, p. 69.
- ¹² Selon une étude *Transparência Brasil de 2004* l'absence de compétences en matière de contrôle au niveau local était la cause principale du taux élevé d'irrégularités dans les principaux programmes de subventions pour les écoles primaires. *Transparência Brasil* (2005) 'The Hidden Cost of Decentralised Education'. Dans : *Stealing the Future. Corruption in the Classroom. Transparency International. De même dans les écoles d'Inde, le fort taux d'absentéisme des enseignants dans les écoles sous contrôle local semble indiquer qu'un tel contrôle n'est pas suffisant pour enrayer les absences répétées des enseignants. Voir : Nazmul Chaudhury, et al (2006) Missing in action: teacher and health worker absence in developing countries. Journal of Economic Perspectives. 20 (1).*
- ¹³ Les Pactes d'intégrité (accords entre un ministère et l'ensemble des soumissionnaires pour un marché public par lesquels ces soumissionnaires s'engagent à ne pas verser ou offrir de verser des pots-de-vin ni à entrer en connivence avec d'autres concurrents) sont des outils efficaces pour prévenir la corruption. Les « Normes minimales de TI en matière de marchés publics » sont des références utiles pour développer de bonnes pratiques. Consultez : www.transparency.org/global_priorities/public_contracting/.
- ¹⁴ Jacques Hallak et Muriel Poisson (2005) Academic Fraud and Quality Assurance: Facing the Challenge of Internationalisation of Higher Education. *International Institute for Educational Planning, UNESCO*.
- ¹⁵ *Rosjiskaja Gazeta*, 16.08.2005.
- ¹⁶ Natalia Rumyantseva (2005) 'Taxonomy of corruption in higher education', *Peabody Journal of Education. 80 (1)*.
- ¹⁷ Pour plus d'informations, voir : *Higher Education Corruption Monitor of the Boston College. Center for International Higher Education. www.bc.edu/bc_org/avp/soe/cihe/hecm/*.
- ¹⁸ Figures par 2004 et 2005. See: Darijo Ladic (2005) 'A 'Copy-and-Paste' Approach to University'. dans: *Stealing the Future. Corruption in the Classroom. Transparency International*.
- ¹⁹ Yvonne Chua (1999) Robbed. An Investigation of Corruption in Philippine Education. Philippine Center for Investigative Journalism, Quezon City.
- ²⁰ Tel que cité dans : Deepa Narayan avec Raj Patel, Kai Schafft, Anne Rademacher et Sarah Koch-Schulte (2000). *Voices of the Poor: Can Anyone Hear Us? World Bank, Oxford University Press*, p. 98.
- ²¹ UNESCO-CEPES et Council of Europe (2007) Revised Code of Good Practice in the Provision of Trans-Border Education. www.aic.lv/ace/ace_disk/Recognition/leg_aca/Code_TE_rev2007.pdf.
- ²² Harry A. Patrinos et Ruth Kagia (2007) 'Maximising the Performance of Education Systems. The Case of Teacher Absenteeism'. Dans : Edgardo Campos (ed) *The Many Faces of Corruption: Tracking Vulnerabilities at the Sector Level. World Bank, Washington*.
- ²³ Mark Bray (2003) Adverse effects of private supplementary tutoring: Dimensions, implications and government responses. *International Institute for Educational Planning, UNESCO*.
- ²⁴ *Defensoría del Pueblo* (2007) Con corrupción no hay educación. Resultados de la campaña piloto Educación sin Corrupción. *Republica del Perú. Documento Defensorial N° 01. www.unesco.org/iiep/eng/publications/recent/etico.htm*.
- ²⁵ Ces résultats sont issus de : Transparency International (2009) Programme Africa Education Watch. *Transparency International. A venir. www.transparency.org/aew*
- ²⁶ Mark Bray (ed. 1999) The shadow education system: Private tutoring and its implications in nine post-socialist countries. *Open Society Institute*.
- ²⁷ Liste créée à partir des données de 2005. Voir : *Global Campaign for Education* (2005) *Global Education for All Monitoring Report. www.campaignforeducation.org/resources/resources_latest.php*.
- ²⁸ Nazmul Chaudhury, et al (2006), p. 2.
- ²⁹ Par exemple, le 'Teacher Code of the Ontario College of Teachers in Canada', un organe auto-réglementé qui dispose de pouvoirs d'enquête et de sanctions. Pour plus d'informations, voir : S. Van Nuland, et al (2006) Ethics in Education. The role of teacher codes. *International Institute for Educational Planning, UNESCO*.
- ³⁰ B.P. Khandelwal and K. Biswal (2005) Teacher Codes of Practice in Bangladesh, India (Uttar Pradesh) and Nepal: A comparative study. *International Institute for Educational Planning, UNESCO*.
- ³¹ Selon B.P. Khandelwal et K. Biswal (2005), la majorité des enseignants de possédait pas une copie du code. En outre, ils ignoraient comment déposer une plainte contre un enseignant ou un membre du personnel.

© 2009 Transparency International. Tous droits réservés.

Transparency International (TI) est l'organisation internationale de la société civile au premier plan de la lutte contre la corruption. Grâce à ses 90 chapitres nationaux dans le monde entier et à son Secrétariat basé à Berlin, en Allemagne, TI sensibilise l'opinion publique aux effets néfastes de la corruption et travaille de concert avec les gouvernements, le secteur privé et la société civile pour développer et mettre en œuvre des mesures efficaces visant à la combattre.